



Quel chemin pour la crise syrienne après l'arrêt des opérations militaires... ?

Par [Amin Hoteit](#)

Mondialisation.ca, 14 avril 2012

[champress.net](#) 14 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

A peine déclarée, la mission de Kofi Annan en Syrie a mis en lumière le désaccord international entre ceux qui parient dessus pour asseoir leur victoire, ceux qui y voient une trêve qui leur permettrait de sauver la face et de gagner du temps pour en digérer les conséquences et y remédier, et ceux pour qui elle est un désastre allant à l'encontre de leurs rêves et espoirs de s'emparer rapidement du pouvoir et annexer la Syrie à leur espace vital.

La Syrie a répondu à cette mission en partant du principe qu'elle pourrait lui offrir une possibilité d'abréger les souffrances, de restaurer la sécurité du pays, et de le sortir de la crise dans laquelle il a été entraîné jusqu'à devenir l'arène d'une guerre mondiale.

Au point où nous en sommes, la mission de Kofi Annan a atteint un tournant sensible, après avoir apporté des éléments positifs que les agresseurs du camp de la coalition anti-syrienne aimeraient continuer à ignorer. Implicitement, elle consiste en une reconnaissance internationale de la légitimité de l'État syrien et de ses institutions, et de l'existence de gangs et d'une violence armés qui n'ont rien à voir avec la réalité d'une révolution. C'est là un scandale qui dérange les médias ennemis ; embarrasse les puissances régionales qui ont appelé à armer l'opposition et ce, en totale contradiction avec la mission de paix de Mr Annan ; et redessine la carte politique des équilibres régionaux et internationaux pour les différents États concernés par la crise syrienne, en mettant l'accent sur le rôle influent de l'Iran, de la Russie, et de la Chine.

1. Ceci dit, cette nouvelle donne a suscité une inquiétude et des craintes qu'il est impossible de ne pas aborder :

1.1. Elle a permis au Conseil de sécurité, dont l'accès a été bloqué deux fois de suite par le veto russo-chinois empêchant toute velléité d'un scénario à la Libyenne, de lancer une séquence de déclarations présidentielles quasi hebdomadaires - déclarations non contraignantes ne dépassant pas la valeur d'un vœu pieux - que l'actuel Président américain du Conseil s'évertue de présenter comme des décisions à portée obligatoire en s'aidant des médias. C'est ainsi que certaines puissances internationales se sont remises à parler d'ultimatums et d'avertissements adressés à la Syrie au nom du Conseil de sécurité ; ce qui devrait raviver les espoirs de « l'opposition syrienne » en une ingérence étrangère qu'elle réclame, et pourrait entretenir les illusions de tous les simplistes quant aux chances grandissantes d'une possible intervention internationale sans en préciser les modalités.

1.2. Usant du prétexte des camps de réfugiés syriens aux frontières turques, elle a donné à la Turquie l'occasion de revenir sur le dossier syrien sous l'apparence d'un acteur influent qui, après une longue torpeur, élève la voix et réitère ses menaces. Ceci en dépit du fait que les initiés savent que ses menaces d'une action militaire contre la Syrie, individuellement ou dans le cadre d'une action internationale conjointe, sont des menaces creuses et inopérantes pour toutes les raisons objectives et subjectives liées au contexte actuel de la Turquie et à son environnement.

1.3. En cette période de bataille électorale, elle a accordé à la France et aux États-Unis la trêve dont ces deux pays ont besoin pour masquer leur échec et continuer à faire croire qu'ils contrôlent toujours la situation internationale. Trêve sur laquelle ils comptent pour réexaminer et relancer un nouveau mode de confrontation, une fois les élections achevées.

2. Ces constats font craindre une éventuelle supercherie en cours de préparation et dont le metteur en scène serait Kofi Annan. Ce, d'autant plus que nous assistons à une sorte de distribution des rôles dans le camp des agresseurs de la Syrie ; distribution dans laquelle nous remarquons trois prises de position sans connexions apparentes mais qui pourraient bien être tacitement coordonnées. Ces prises de positions sont les suivantes :

2.1. L'engagement de l'Arabie saoudite et du Qatar à armer et à soutenir l'opposition syrienne tout en persistant à jouer leur rôle criminel à travers leurs médias, particulièrement Al-Arabiya et Al-Jazira qui fabriquent toutes sortes de mensonges incitant à semer la mort et le chaos en Syrie. Par conséquent, rien qui puisse inspirer confiance, rien qui indique que ces deux pays soient revenus à la raison et dans la bonne direction en ce qui concerne la crise syrienne; leur position n'a toujours pas changé malgré tous les contacts et efforts des uns et des autres.

2.2. L'escalade dans les déclarations des dirigeants turcs qui sont allés jusqu'à appeler l'OTAN à assumer ses responsabilités dans la défense de la frontière turco-syrienne. Les raisons et les arguments évoqués pour lancer un tel appel sont certes ridicules (quelques coups de feu tirés sur des terroristes s'étant infiltrés en Syrie à partir de la Turquie) ; mais il n'en demeure pas moins qu'un tel comportement a des implications que nous ne pouvons ignorer.

2.3. Le soutien des USA et de l'UE au plan de Kofi Annan, associé à leur déclaration refusant d'armer l'opposition, et à leur accord unanime avec ce dernier lorsqu'il appelle à éviter la militarisation de la crise syrienne parce que, selon ses dires, ce serait une catastrophe pour la région !!!

3. Pour toutes ces raisons, il faudrait rester vigilant pour éviter une possible supercherie qui pourrait déboucher sur les situations suivantes :

3.1. Permettre de nouveau au Conseil de sécurité d'intervenir dans la crise syrienne en vertu du chapitre VII (de la Charte des Nations Unis, Ndt) comme l'a demandé le Secrétaire général de la Ligue arabe lors de la conférence d'Istanbul, ou se contenter d'impliquer l'OTAN. Malgré le fait que le contexte international actuel sape totalement les deux versants de cette hypothèse et que nous ne voyons pas aujourd'hui ce qui pourrait la rendre réaliste, il faudrait la garder à l'esprit par simple précaution.

3.2. Piéger l'État syrien en cas d'opérations de sécurité civile sous prétexte du cessez-le-feu en vigueur, et exercer des pressions pour qu'il soit le seul à le respecter alors qu'il n'y a

personne pour faire pression sur les gangs armés ou les sommer d'obéir. Ici, nous pouvons craindre que ne se répète la mise en scène qui a suivi la mission des observateurs arabes.

3.3. Faire en sorte d'arrêter le processus de réforme politique, décidé par la loi et la nouvelle constitution avec des élections législatives en perspective, sous prétexte qu'il faudrait attendre le dialogue national ; dialogue qui ne semble pas pouvoir se réaliser tel que formulé par Annan, et qui est rejeté par ceux qui sont restés sourds aux appels au dialogue en Syrie et sous l'égide des Syriens.

4. Malgré toutes ces réserves et inquiétudes, la Syrie qui aspire à une solution pacifique de la crise a poursuivi sa coopération positive avec Kofi Annan et a offert, selon les déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, le maximum de ce qu'elle pouvait lui offrir pour le succès de son initiative jusqu'à déclarer la cessation effective des opérations armées sur tout le territoire syrien à partir du 12 Avril 2012 au matin ; ce en quoi nous voyons du courage et de la clairvoyance car cela prouve la capacité de la Syrie à décider par elle-même, à faire échouer les faux prétextes, en plus de pouvoir tirer le tapis sous les pieds des conspirateurs. En effet, cette déclaration :

4.1. Prouve que la Syrie est fermement déterminée à faire cesser la violence armée et cherche la paix et la sécurité, non les combats ou la guerre.

4.2. Ne doit pas être comprise comme le résultat d'un accord, d'une signature, ou d'un engagement quelconque suite à des contacts avec les groupes armés. C'est là une décision d'un État souverain, prise une fois que ses autorités militaires ont vérifié la possibilité de son adoption suite à leur gestion efficace des cas de criminalité et de terrorisme sur le terrain.

4.3. Confirme que les forces armées syriennes sont toujours aussi déterminées et préparées pour faire face à toute attaque contre les citoyens et les institutions de l'État, comme elle confirme l'essence même du contenu de la mission d'Annan : c'est exclusivement à l'État syrien que revient le maintien de la loi et de l'ordre sur son territoire.

4.4. Adresse un message fort à ceux qui souhaiteraient duper la Syrie. Les forces militaires syriennes n'abandonneront pas le terrain comme certains pourraient le souhaiter, mais resteront de garde pour affronter n'importe quelle urgence. Leur décision est là pour confondre les faux prétextes, non pour ouvrir le pays à l'inconnu.

5. Et maintenant, quelles sont les perspectives ?

La supercherie occidentale est destinée à l'échec, maintenant que la Syrie et son cercle d'amis ont démontré leur vigilance et leur subtilité dans la gestion de ce dossier; sans oublier que la Syrie ne considère pas que le plan Annan soit le seul moyen de sortir de la crise et n'a pas jeté d'autres cartes en sa possession. C'est pourquoi nous voyons que son avenir sera soumis à l'une ou l'autre de deux éventualités qui seront considérées, toutes les deux, comme une victoire pour la Syrie.

5.1. Première éventualité : succès de Mr. Annan dans sa mission (en dépit de tous les obstacles rencontrés), soumission des groupes armés aux exigences de cette mission de paix par le respect du cessez-le-feu et la remise des armes aux autorités étatiques, dialogue en interne suivi de tout ce qui garantit la souveraineté et l'indépendance de la Syrie loin de toute dictée étrangère.

5.2. Deuxième éventualité : échec de la mission de Mr. Annan, refus d'obtempérer des groupes armés avec poursuite des tirs et des abus, obligation pour la Syrie de poursuivre ses opérations militaires sans que personne ne puisse la blâmer. Avec l'action militaire se poursuivra le processus de réforme qui a commencé. Il ne restera plus aux agresseurs qu'à se débattre dans leurs misérables opérations terroristes qui leur permettront de continuer à assassiner pendant encore quelques semaines ou quelques mois, mais ils resteront sans effet sur la suite de la crise dont l'image finale confirme l'échec de l'agression sur la Syrie.

Dr. Amin Hoteit

13/04/2012

Article original :

<http://www.champress.net/index.php?q=ar/Article/view/117694>

Article proposé et traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal (Biologiste)

*Le Docteur **Amin Hoteit** est libanais, analyste politique, expert en stratégie militaire, et Général de brigade à la retraite.*

La source originale de cet article est [champress.net](http://www.champress.net)

Copyright © [Amin Hoteit, champress.net](http://www.champress.net), 2012

Articles Par : [Amin Hoteit](http://www.champress.net)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca